

ERIP MARENNES OLÉRON
CONVENTION DE PARTENARIAT 2025
entre la communauté de communes de l'Île d'Oléron (CCIO)
et la communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM)

Vu les délibérations prises en conseil communautaire :

- le 20/03/2025 pour la CCIO,
- le 01/04/2025 pour la CCBM,

Préambule

La communauté de communes de l'Île d'Oléron et la communauté de communes du Bassin de Marennes portent collectivement un plan d'actions partenariales en faveur de l'emploi, la formation, l'orientation professionnelle, la création-reprise d'entreprises et la découverte des métiers à travers la mise en place d'un Espace Régional d'Information de Proximité (ERIP) à l'échelle du bassin d'emploi Marennes Oléron. Cet ERIP est composé de deux espaces distincts, l'un situé à Marennes-Hiers-Brouage, l'autre à St Pierre d'Oléron. Chaque espace porte des actions spécifiques sur son territoire de proximité, et porte également collectivement un certain nombre d'actions à l'échelle du bassin d'emploi Marennes Oléron.

Ainsi la présente convention est conclue entre :

La Communauté de communes de l'Île d'Oléron, domiciliée 59, route des allées, 17310 St Pierre d'Oléron, représentée par son président, Monsieur Michel PARENT.

Et

La Communauté de communes du Bassin de Marennes, domiciliée 24 rue Dubois Meynardie, 17320 Marennes-Hiers-Brouage, représentée par son président, Monsieur Patrice BROUHARD.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet :

La communauté de communes de l'Île d'Oléron, porteur administratif et financier du projet d'ERIP Marennes Oléron 2025, co-financé par la région Nouvelle Aquitaine et les fonds FSE+, établit un partenariat avec la communauté de communes du Bassin de Marennes.

Les partenaires déclinent ainsi le plan d'actions en faveur de l'emploi, la formation, l'orientation professionnelle, la création-reprise d'entreprises et la découverte des métiers à travers la mise en place de l'ERIP Marennnes Oléron sur chacune de ses antennes.

Article 2 : Description de l'action

Le projet s'appuie sur un ensemble de compétences en matière d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil.

L'ERIP Marennnes Oléron rassemble :

- Les services Développement Economique des EPCI,
- Les membres du SPE : France Travail, Mission Locale, Cap Emploi
- Les partenaires et membres du Service Public Régional d'Orientation : L'Education Nationale et le CIO, la Région et Cap Métiers, l'Etat, CIBC, IRFREP...
- Les Consulaires pour l'alternance et la création d'activités...
- Les associations, et clubs d'entreprises, les représentants des filières professionnelles,
- Les acteurs locaux de la formation
- Les acteurs locaux de l'insertion par l'activité économique
- Les établissements scolaires

La mobilisation régulière de tous ces partenaires de la vie professionnelle permet de développer une culture commune de l'accueil/information de premier niveau et ainsi d'envisager des services et des actions pour tous les publics sans discrimination de sexe, âge ou statuts.

La CCIO et la CCBM s'engagent mutuellement, au titre de l'ERIP Marennnes Oléron, et à travers ses deux antennes, à porter un plan d'actions sur plusieurs axes :

- 1- Un **accueil des publics aux deux lieux définis (Espace France Services à Marennnes-Hiers-Brouage et Espace France Services à Saint-Pierre-d'Oléron)**, sur flux ou rendez-vous, pour un **1^{er} niveau d'information** sur les thématiques emploi, formation, création-reprise, orientation...

- Accueil et conseil individuel : information, orientation et mise en relation (niveau de conseil attendu correspond au 1er niveau du conseil en évolution professionnelle)
- Espace ressources numériques (outils Cap Métiers)
- Espace d'information et de documentation pour diffusion de l'offre partenariale (infos partenaires accès aux droits, social, famille, logement, mobilité...)
- Espace d'informations temporaires sur semaines thématiques métiers
- Accueil de porteurs de projets *création-reprise d'entreprises* sur rdv

- 2- Une **programmation territoriale trimestrielle** :

- Informations collectives :
 - Création-reprise d'entreprises (accompagnement des consulaires / dispositif régional)
 - Conseil en Evolution Professionnelle (CIBC / France Travail)
 - Validation des Acquis de l'Expérience (Groupement Solidaire VAE 17 / CIDFF)
 - Offre de formation territoriale : ATELEC, CFPPA, H et S, AFPA, GRETA, CFA...
- « Ateliers socles » (outils Cap Métiers et formations pour les animateurs)
 - « Connaissance du Territoire »
 - « Formation et développement des compétences »
 - « Aide aux choix professionnels »

- Evènements : forums emplois/métiers, semaines thématiques découvertes des métiers, visites d'entreprises, forums formation/apprentissages, ...

Article 3 : Public concerné

Le projet s'adresse à tous les publics actifs adultes ou jeunes scolaires ou en formation, en activité ou en recherche d'emploi, en reconversion professionnelle, en formation, en projet de création/reprise d'entreprise, employeurs...

Article 4 : Moyens apportés par le partenaire :

- Moyens humains :
La CCIO mobilise une conseillère ERIP (1 ETP) et le responsable du pôle Economie & Territoire (0,2 ETP) pour le pilotage administratif et financier
La CCBM mobilise une responsable ERIP pour 0,3ETP de janvier à septembre 2025, une conseillère ERIP (1 ETP) de juillet à décembre 2025 + sur l'année : un chargé de communication (0,2 ETP) et une responsable de la direction économie/emploi/services à la population (0,2 ETP)
- Moyens matériels : dans chacun des lieux d'accueil du public, sont mis à disposition :
 - Un centre de ressources ouvert au public toute la semaine
 - Des équipements informatiques permettant la mobilisation des outils ressources CAP métiers
 - Des espaces dédiés à l'organisation des ateliers socles et rdv individuels

Article 5 : Durée de l'action

L'action débute le 1^{er} janvier 2025 et se termine le 31 décembre 2025.

Article 6 : Pilotage

La CCIO porte la candidature administrative et financière.

Le pilotage revient aux 2 EPCI qui coaniment un comité de pilotage, associant les divers partenaires du projet, ainsi que les services de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Article 7 : Financement

La CCBM s'engage à se conformer aux exigences du contrôle du financeur, et par délégation, de la CCIO.

Sur la base du plan de financement ci-dessous et présenté dans la réponse commune à l'appel à projet régional 2025, le reversement de la part de subvention de la CCIO à la CCBM, et pour la durée de la convention, est de **13 750 € (volet Région) + 19 494 € (volet FSE+), soit un total de 33 244 €.**

Les fonds seront réglés par virement de la CCIO à la CCBM sur les références bancaires ci-dessous :

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB: 30001 00691 D1760000000 68

IBAN : FR73 3000 1006 91D1 7600 0000 068

BIC: BDFEFRPPCCT

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MARENNES OLERON
3 RUE ROBERT ETCHEBARNE 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE

DEPENSES			MONTANT € TTC	RECETTES			MONTANT € TTC
	CCIO	CCBM			CCIO	CCBM	
Dépenses de personnel éligibles : (cf art. VII du cahier des charges)	36 000	41 000	77 000 €	Région (pôle Formation et Emploi)	13 750	13 750	27 500 €
Dépenses de fonctionnement : déplacements, communication, fournitures, frais de fonctionnement... (cf art. VII du cahier des charges) Attention, ne pas modifier la formule de calcul	7 200	8 200	15 400 €	EPCI	25 156	39 856	65 012 €
Dépenses de personnel non éligibles	13 200	22 400	35 600 €	Fonds européens (FSE+)	19 494	19 494	38 988 €
Prestations de services	2 000	1 500	3 500 €				
TOTAL DEPENSES	58 400 €	73 100 €	131 500 €	TOTAL RECETTES	58 400 €	73 100 €	131 500 €

Le reversement échelonné de la subvention est effectué par la CCIO en direction de la CCBM selon les modalités ci-après :

- selon le calendrier de versement de la subvention effectué par la Région Nouvelle-Aquitaine et FSE+
- au prorata des sommes effectivement versées par la Région Nouvelle-Aquitaine et FSE+, après analyse, par ceux-ci, des pièces justificatives fournies et éventuelles déductions faites en cas de sous-réalisation.

Article 8 : Clause de dénonciation et/ou de reversement

Dans le cas où tout ou partie des sommes allouées au titre de la présente convention ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres, la CCIO, en tant que porteur, exigera le remboursement des sommes indues.

Dans ce cas, la CCIO avisera la CCBM par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de trois mois, pour effectuer le remboursement.

La CCBM pourra également dénoncer la convention avec un préavis de trois mois. Un arrêté des comptes sera établi à la date d'échéance du préavis relatif à la dénonciation de la convention.

Pour la CCBM,
M. Patrice BROUHARD,
Président

Pour la CCIO
M. Michel PARENT,
Président